PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS....	$12.00	$6.00	$3.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 Mois.	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Seul Journal Français Quotidien au Sud. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 15 MAI 1896. Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

☞ POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC., QUI SE SOLDENT AU PRIX REDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

SAUVONS NOTRE INDUSTRIE SUCRIERE.

Pendant que nous perdons ici notre temps à nous batailler sur des questions qui, franchement, ne nous divisent qu'en apparence, et sur lesquelles, au fond, nous sommes à peu près tous d'accord, à savoir, la réforme municipale, la réforme du scrutin et l'appel d'une Convention constitutionnelle, les Allemands font, chez eux, leur petites affaires commerciales à nos dépens. Depuis longtemps déja, leurs fabricants de sucre jouissent d'une prime d'exportation qui leur permet de jeter sur notre marché, jusque sur nos levées de la Nlle-Orléans, leurs produits à des prix tellement réduits, qu'il est impossible à nos planteur de soutenir la lutte, et qu'ils se volent avec terreur, à la veille d'une ruine complète.

Cette prime d'exportation, elle vient encore d'être élevée—ce qui rend notre position plus affreuse encore. C'est le coup de la mort pour nos campagnes, si nous ne nous levons pas à temps pour protester, pour obtenir du Congrès une loi qui arrête les empiètements incessants des sucres allemands. Ce n'est pas une question de progrès, de prospérité, pour notre industrie ; c'est une question de vie ou de mort.

Il n'y a pas de temps à perdre. Les allemands s'entendent parfaitement au Reichstag, quand il s'agit de soutenir leurs industries, agricoles et manufacturières. Pourquoi ne nous entendrions-nous pas, de notre côté, pour maintenir les nôtres et les sauver de la ruine la plus complète ? Il faut absolument agir, et agir immédiatement, sans perdre une minute. Le Congrès ne peut rester sourd à nos trop justes réclamations. Lui qui fait un si grand étalage de son patriotisme, quand il s'agit de soutenir les insurgés Cubains qui sont des étrangers à l'Union, après tout, pourquoi ne montrerait-il pas le même zèle, quand il s'agit de préserver de la ruine un Etat qui fait partie intégrante de l'Union, et une industrie qui est une des principales richesses du pays ?

Débarrassons-nous vite des petites formalités parlementaires que nous avons à remplir et, vite à l'œuvre ! Levons-nous, protestons, réclamons et sauvons notre industrie sucrière, s'il en est temps encore.

ALFRED DE MUSSET.

C'était le 3 mai, le trente-neuvième anniversaire de la mort d'Alfred de Musset. Combien, parmi ses admirateurs, s'en sont souvenus et ont accompli un pèlerinage reconnaissant à la tombe de leur poète aimé ? Bien peu, assurait un gardien du Père-Lachaise : deux ou trois tout au plus. Depuis dix ans, une grande dame de l'aristocratie russe, habitant Paris, n'a pas manqué une seule fois d'apporter, à la date de la mort du poète des *Nuits*, une gerbe de lilas.

Hier encore, nous l'avons vue y déposer son offrande fleurie et prier à genoux pendant quelques instants avant de remonter dans le coupé élégant qui stationnait à l'entrée du cimetière.

Heureux poètes qui conservent jusque dans la mort de si touchantes amitiés !

* * *

Puisque nous parlons d'Alfred de Musset, profitons-en pour donner un renseignement inédit. Les œuvres posthumes du poète, en outre de celles qui ont été déjà publiées, sont assez nombreuses. Nous avons eu l'occasion de les parcourir, il y a quelques années, lorsqu'elles étaient encore entre les mains de Mme veuve Martellet, l'ancienne gouvernante d'Alfred de Musset. Il y a là de nombreuses variantes des *Comédies et proverbes*, un roman par lettres dans le genre des *Mémoires de jeunes mariées*, de Balzac, des poèmes et des sonnets. Tous ces manuscrits sont aujourd'hui la propriété de Mme Lardin de Musset qui, croyons-nous, n'a pas l'intention de les publier, ce que les lettrés regrettent profondément.

LE 1ER MAI.

Nous lisons dans l'*Autorité* :

A l'heure où nous écrivons, aucun incident grave n'est signalé, soit à Paris, soit dans les départements, soit à l'étranger, sauf à Vienne (Autriche) où dans une collision au Prater, une trentaine de personnes ont été blessées.

PARIS.

Dans les grands établissements de Paris et des agglomérations industrielles de la banlieue, la rentrée des travailleurs s'est effectuée normalement ; la Société de constructions des Batignolles ne signale aucune absence dans son personnel ; les raffineries Say, Lebaudy, Parisienne, ont leur effectif au complet ; aux Anciens établissements Cail, le travail a été pris une heure plus tôt que les jours précédents ; aux Chantiers de la Loire, à Saint-Denis, les cinq cents ouvriers sont présents ; il en est de même chez les divers compagnies de voitures parisiennes, aux Omnibus et dans tous les services des compagnies de chemins de fer qui n'ont jusqu'alors reçu aucun avis de chômage sur un point quelconque de leurs réseaux.

A Saint-Ouen, toutefois, l'usine Farcot, dont le personnel est d'environ sept cents ouvriers, a constaté cent à cent trente absences. Dans la banlieue ce n'est que dimanche et lundi que l'on célébrera le 1er Mai : des meetings sont annoncés à Saint-Ouen, à Ivry, à Charenton.

A Paris, diverses réunions ont eu lieu.

La Fédération du bâtiment avait convié ses membres à la salle Jules, boulevard Magenta. Une trentaine d'ouvriers, au bout de quelques heures d'attente, se décidaient à tenir séance, un peu avant midi.

M. Gaillot, maçonneur d'égoûts, engage les ouvriers, dont les paroles ne sont jamais entendues, "à voler le plus possible la ville de Paris, à travailler le plus mal possible, de façon que tout leur ouvrage dégringole dix jours après".

A la même heure, la salle Barrat attendait les membres de la "Fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs" (organisation syndicale des guesdistes).

Mais, à dix heures, un seul délégué faisait mélancoliquement les cent pas dans la rue des Petits-Carreaux. Enfin, il est rejoint par la citoyenne Louise Constant, secrétaire du syndicat des blanchisseuses, qui s'indigne "devant le peu d'empressement que met le peuple à venir célébrer cette grande date historienne."

La Ligue de revision directe par le peuple tenait ses assises salle Leger, rue du Temple et n'a pas eu beaucoup plus de succès que les précédentes réunions. On remarquait cependant la présence d'un certain nombre de chefs socialistes, MM. Vaillant, député ; Landrin, Ernest Moreau, Archain, Grébauval, conseillers municipaux ; Turot, Dubreuilh, rédacteurs à la *Petite République*.

Les blanquistes ont continué leur essai de manifestation par un meeting à la salle du Commerce, faubourg du Temple.

M. Landrin, conseillier municipal, s'est élevé avec violence contre le cabinet Méline et a engagé le peuple à se préparer à opposer la force à la force.

M. Rimbaut déclare que "Félix Faure s'est f.... du peuple en nommant un gouvernement monarchique pour remplacer le gouvernement radical".

Cris : "A bas Félix Faure ! Vive la revision !"

M. Vaillant, député, qui est salué par les cris de : "Vive la Commune !" fait l'historique de la manifestation du 1er mai.

Il est convaincu que seule l'action politique pourra faire triompher les revendications économiques.

Cependant, il conseille de suivre la tradition du 1er mai.

A la Maison du Peuple, du dix-septième arrondissement, MM. Jules Guesde, Jaurès et quelques autres chefs du parti socialiste qui devaient parler au "prolétariat parisien," se sont fait attendre en vain, par deux ou trois cents personnes, qui ont dû se contenter des discours de MM. Carnaud, Chauvin, Zevaès et Waruant.

DEPARTEMENTS.

Lyon.—Un grand nombre d'ateliers chôment aujourd'hui. La ville conserve sa physionomie habituelle. La journée a été calme.

Bordeaux.—Aujourd'hui le calme est complet et le chômage est presque nul.

Ce matin, une délégation socialiste est allée à la préfecture, où elle a exposé ses revendications.

Toulon.—Il ne s'est produit aucun incident : le chômage est presque nul.

Nimes.—Le calme est complet partout dans les centres miniers du bassin d'Alais, Bessèges, Grand'Combe, etc.

Saint-Etienne.—La journée a été absolument calme. Tous les ateliers sont au complet. Pas de réunions, ni de conférences.

A Firminy, la Ricamarie, Saint-Chamond, le calme est absolu.

A Roanne, un meeting a eu lieu, mais il s'est passé dans le plus grand calme.

Fourmies.—La journée a été calme. Il y a eu chômage dans six filatures sur trente.

A trois heures, 170 manifestants se sont rendus au cimetière et ont déposé une couronne sur la tombe des tués de 1891.

Plusieurs discours socialistes ont été prononcés.

Les cris de : A bas le Sénat ! A bas les affameurs ! Vive la sociale !" ont été poussés.

Carmaux. — Les verriers travaillent ; les mineurs chôment.

Une réunion publique a eu lieu, qui s'est terminée par le vote d'un ordre du jour en faveur de la revision de la Constitution, de la journée de huit heures, de la suppression du Sénat, de l'impôt sur le revenu, de l'épuration du personnel.

Le calme est complet.

Roubaix.—Plus de la moitié des ouvriers est au travail. On en compte 20,000 dans les ateliers ; 15,000 chôment.

A neuf heures, les syndicats se sont rendus au cimetière en cortège déposer des couronnes sur la tombe des "victimes du travail" et sur les tombes des conseillers socialistes morts depuis quatre ans. Le cortège, dans lequel on remarquait un groupe de femmes, comprenait un millier de personnes.

Decazeville. — La tranquillité est complète dans tout le bassin houiller.

Reims.—Il n'y a pas eu de manifestations dans la rue.

Les manifestants ont été convoqués à faire une promenade à la campagne.

Sur 10,000 ouvriers environ, 3,000 ont chômé.

ETRANGER.

Vienne.—La ville a son aspect habituel.

Dans les fabriques, une partie des ouvriers travaillent, ce qui a donné lieu à quelques conflits insignifiants entre les ouvriers qui chôment et ceux qui se sant rendus dans les ateliers.

Il y a eu dans la matinée un grand nombre de réunions d'ouvriers, ayant toutes le même ordre du jour dans lequel figurent des résolutions en faveur du suffrage universel et de la journée de huit heures.

Les ouvriers, avec leurs femmes et leurs enfants, ont défilé, sur un mot d'ordre donné, en nombre énorme, cet après-midi, devant le Parlement, sans incident.

Au Prater, il y a eu des désordres sérieux dans deux restaurants dont les propriétaires avaient interdit l'entrée au public.

La police a dû intervenir sabre au clair.

Un peu plus tard, il a fallu requérir la troupe.

Plusieurs personnes ont été blessées et des arrestations ont été opérées.

Dans les provinces, on signale un grand nombre de réunions et de conférences socialistes.

Madrid.—Le calme est complet à Madrid.

Tous les ouvriers travaillent.

L'œuvre de la Ligue des Citoyens.

La Ligue des Citoyens vient de remporter un triomphe complet, et un triomphe bien mérité. Jamais, croyons nous, victoire électorale n'a été plus bruyamment et plus justement acclamée. Mais à quoi doit-elle cet étourdissant succès ? A l'honnêteté parfaite de ses intentions, à l'éclatante franchise de ses déclarations, à la noblesse, à l'élévation du but qu'elle poursuivait. Pas de détour chez elle ; elle est allée droit au but, se contentant de dire aux populations : "Voilà ce que nous voulons. Si vous êtes du même avis, suivez-nous, marchons ensemble au combat, à la victoire."

Elle avait toutes les chances contre elle et toutes les coteries à ses trousses. Elle est venue à bout de tout cela, uniquement, parce qu'elle était honnête et qu'on ne doutait pas de la droiture de ses intentions, de l'énergie de ses convictions. Une fois de plus, elle vient de prouver que toutes les finesses, toutes les roueries, tous les compromis, toutes les capitulations de conscience ne peuvent rien contre une réunion de braves gens, bien déterminés à atteindre leur but, et ayant su conquérir la confiance publique.

Voilà, certes, pour la ligue un magnifique début ; il ne tient qu'à elle de poursuivre sa tâche et d'aller jusqu'au bout avec le même succès, et presque sans aucun obstacle. Il lui suffit d'employer les mêmes procédés, droits et loyaux. Plus de finesses, plus d'intrigues de couloirs ; plus de ces étalages de zèle dont le public a l'air d'être dupe, mais dont il se défie toujours. Si l'on veut ruser avec elle, qu'elle laisse faire. C'est au pied du mur qu'on connait le maçon, dit le proverbe. C'est au scrutin que l'on juge une assemblée politique. Que la Ligue prouve bien clairement à la législature, comme elle l'a prouvé au peuple de la Nouvelle-Orléans, qu'elle est honnête, droite, pure de toute malsaine ambition, et la victoire est à elle.

NECROLOGIE.

Germain Sée, médecin français, né le 6 mars 1818 à Ribeauvillé (Haut Rhin), d'une famille israélite, et dont nous avons annoncé la mort hier, fit ses classes à Metz, étudia la médecine et fut reçu docteur en 1846 à la Faculté de Paris. Nommé médecin des hôpitaux en 1852, il s'occupa également de la théorie et de la pratique médicales, et après avoir fait, comme médecin des hôpitaux, de brillantes conférences de pathologie, il succéda en 1866, au professeur Trousseau dans la chaire de thérapeutique à la Faculté de Médecine. Son enseignement, très remarqué à l'Ecole, acquit une célébrité inattendue au dehors, par suite des accusations de matérialisme portées contre M. Sée et quelques uns de ses collègues, dans une pétition adressée au Sénat relativement à la liberté de l'enseignement supérieur, et dont la discussion eut un grand retentissement (mai 1868). L'année suivante, il fut nommé, en remplacement du docteur Monneret, à la chaire de clinique médicale de la charité et fut élu membre de l'Académie de Médecine le 27 juillet. Au mois de juillet 1870, il fut appelé auprès de l'empereur Napoléon III et rédigea une consultation qui précisait la nature de sa maladie et qui a été insérée au tome III *des Papiers trouvés aux Tuileries*. En 1876, M. G. Sée passa comme professeur de clinique à l'Hôtel-Dieu. Il a été promu officier de la Légion d'honneur le 26 juillet 1876 et commandeur le 12 juillet 1880.

On doit au professeur G. Sée, qui s'est fait un rang distingué dans la thérapeutique, un grand nombre d'écrits et surtout de médicaments nouveaux ; ses découvertes ont été consignées soit dans des ouvrages considérables, soit dans des mémoires insérés dans les principaux recueils de médecine. Nous citerons : *les Effets du seigle ergoté sur le cœur et la circulation*, thèse (1846), un important *Mémoire sur la chorée et le rhumatisme*, couronné par l'Académie de médecine et inséré dans le recueil de ses Mémoires ; *Leçons de pathologie expérimentale : Du Sang et des anémies ; le Diagnostic et le Traitement des maladies du cœur*, etc., leçons faites à la clinique de la Charité de 1874 à 1876, traduites en plusieurs langues étrangères ; *Des Dyspepsie gastro-intestinales*, clinique physiologique ; *Diagnostic des phtisies douteuses par les bacilles des crachats ; De la Phtisie bacillaire des poumons ; Des maladies spécifiques* (non tuberculeuses) *des poumons ; Du Regime alimentaire*, traitement hygiénique des malades ; *Traité des maladies du cœur*, physiologie, étiologie et clinique ; *Formulaire alimentaire*, ancien et nouveau pour les individus sains et les albuminuriques ; puis une série de leçons, études et monographies sur l'*Action physiologique du tabac* sur *la Digitale, le Chloral, l'Opium*, sur le traitement du *Rhumatisme* par le salicylate de soude, des *Nevralgies* par l'antipyrine, sur les médicaments cardiaques nouveaux ; tels que la pyrianie, le convollario malaise, la spartéine, la lactosa, les vapeurs de créosote, etc, études insérées au *Bulletin thérapeutique*, au *Courrier médical*, à la *France médicale*, au *Nouveau dictionnaire de médecine pratique*, etc.

On parle beaucoup, pour le moment de Mme Desbordes-Valmore.

On en parle même trop, s'il faut en croire notre confrère X....

L'autre jour, la conversation roulait une fois de plus sur la touchante poétesse :

—Ce n'est pas Mme Desbordes-Valmore qu'il faut dire, s'écria X.... C'est Mme Valmore *débordé*.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES

Tremblements de terre dans la République de l'Equateur.

Une Ville Détruite.

NOMBREUSES VICTIMES.

Presse Associée.

New York, 13 mai—Dépêche de Panama, Colombie, au *Herald* :

Des lettres reçues de Guyaquil, Equateur, annoncent que des dommages importants ont été causés aux propriétés à Quito et dans les villes de l'intérieur de la République par les récents tremblements de terre.

La ville de Puerto Viejo a été détruite, et les villes de Babahoyo et d'Ambato ont beaucoup souffert. La perte de vies a été très grande.

Le correspondant du *Herald* à Guyaquil télégraphie qu'un ouragan d'une violence extraordinaire et accompagné de convulsions souterraines s'est abattu dans la nuit de mardi sur le port de Bahia. Sur toute l'étendue de la côte de la province de Manabi des crevasses d'une profondeur immense se sont produites dans la terre.

La Guerre Cubaine.

Plusieurs engagements.

Presse Associée.

La Havane, 14 mai—Le colonel Segura, à la tête de troupes espagnoles, a attaqué une force d'insurgés comprenant 2,000 cavaliers commandés par Carnello et Zaya et servant d'escorte à Maximo Gomez à Ciego Montera, entre Santa Clara et Cienfuegos.

Après deux heures de combat, les Cubains ont battu en retraite abandonnant de nombreux blessés.

Les paysans rencontrés par les troupes ont affirmé que les rebelles ont emporté dans leur retraite beaucoup de tués et de blessés.

Un lieutenant et dix-neuf soldats espagnols ont été blessés.

Les troupes régulières ont poursuivi l'ennemi et le combat s'est de nouveau engagé hier matin à Arroyo Blanco. On n'a pas de détails de cette bataille.

Le capitaine-général Weyler a félicité les généraux Samura et Francis pour l'activité qu'ils ont montrée dans leurs opérations contre les insurgés, et il a recommandé la promotion de ces officiers.

Un capitaine des guérillas de Rabadan, province de Matanzas, a eu une escarmouche avec les rebelles près de Cardenas. Trois cubains ont été tués.

Dans une reconnaissance à Palsquemado, province de Puerto Principe, les guérillas de la colonne espagnole commandée par le général Castellano ont rencontré des forces insurgées.

Dans la bataille, onze Cubains ont été tués, dont deux lieutenants de la bande commandée par Rabi.

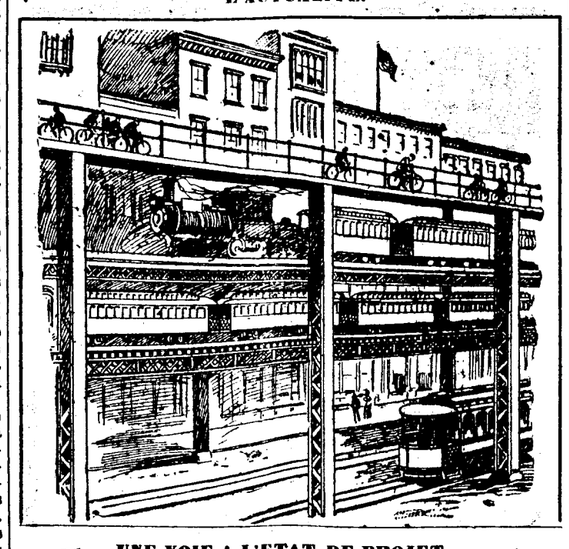
Trois rebelles ont été tués à Jigui.

Pas confirmé.

Presse Associée.

Londres, 14 mai—Le ministre des colonies d'Angleterre, M. Joseph Chamberlain, n'a reçu aucun avis tendant à confirmer le rapport, mis en circulation à Berlin et à Londres, d'après lequel les sentences prononcées contre les réformateurs de Johannesburg auraient été commuées.

L'ACTUALITE.



UNE VOIE A L'ETAT DE PROJET.

La Compagnie du chemin de fer dite : "Manhattan Elevated Railroad," à New York, se propose de faire construire une voie au-dessus de sa voie ferrée, à l'usage des bicyclistes. Du nouveau, il en faut n'en fut-il plus au monde.

NOUVELLES —DE LA— CAPITALE DE L'ETAT.

Sénat.

Dépêche spéciale à l'Abeille

Baton Rouge, 14 mai—Le Sénat est appelé à l'ordre par le président provisoire Estopinal. 28 membres présents.

Prière par le Rév. Singleton, de l'Eglise méthodiste.

Motion par M. Dawkins, d'Union—Un acte poursuivant comme parjure toute personne témoignant de différente façon devant le grand jury et devant le petit jury sur des faits positifs.

Par M. Romain.—Acte ordonnant une convention constitutionnelle de la population de la Louisiane, fixant l'époque et le lieu où elle s'assemblera ; le nombre de délégués, leur mode d'élection, et allouant un montant pour défrayer les dépenses de la Convention.

RÉSOLUTIONS.

Par M. Barrett, de Caddo, qu'un comité soit nommé pour inviter le président de la Cour Suprême à venir à Baton Rouge administrer le serment d'office au gouverneur, le 18 courant, entouré de ses juges associés.

Par M. Sambola, que le Sénat, conformément à l'acte 6 de 1881, élise 2 membres du Bureau des Impressions et que cette élection soit, par ordre spécial, fixée à vendredi prochain.—Adopté.

Sur motion de M. Baird, le Sénat s'ajourne à 11 heures 50.

A peine la séance est-elle rouverte que M. Howell, de Lafourche, demande à présenter un mémoire.—Objection est faite.

A midi, le Sénat se rend à la Chambre, en corps, pour procéder au compte des voix pour l'élection de gouverneur et de lieutenant-gouverneur.

Chambre des Représentants.

Baton Rouge, 14 mai—A 11 heures 45, la Chambre est appelée à l'ordre par l'orateur Henry. On fait l'appel des noms : 97 membres présents.

Le Rabbin Klein fait la prière.

M. O'Neill présente un mémoire relatif au compte des votes. Le commis avait déjà lu la moitié du document quand le Sénat arrive dans la chambre. Celle-ci se lève toute entière pour recevoir les Sénateurs.

Assemblée générale.

Rarement, à un commencement de session, on a vu régner autant d'animation dans une législature de la Louisiane. Partout des groupes causent nerveusement. Les couloirs du Capitole sont encombrés. La foule est si dense qu'il est impossible de se frayer un passage au milieu d'elle. On remarque de nombreux délégués d'East et de West Feliciana portant leurs insignes.

Quand le Sénat pénètre dans la Chambre, on sent que l'on va assister à un événement grave. Les membres des deux chambres sont fort émus eux mêmes.

A midi juste, le sénateur Estopinal monte au fauteuil et appelle l'Assemblée à l'ordre.

Le secrétaire McCleardon fait l'appel des noms pour le Sénat et le secrétaire Landry pour la Chambre.

Le Président déclare qu'il y a quorum et que les travaux vont commencer.

Le Sénateur Howell se lève et veut présenter une protestation au nom de MM. J. N. Pharr et J. B. Kleinpeter.

Le président dit que c'est actuellement le devoir de procéder à l'examen et au compte des retours.

M. Trézevant demande que, en vertu de l'article 159 de la Constitution, l'assemblée générale procède à l'examen et au compte des retours.

M. Howell objecte. Il demande qu'on lise son mémoire à l'assemblée générale.

M. Trézevant réplique que cette lecture est contraire à l'ordre.

Sur la demande du Président, lecture est faite de la communication du secrétaire d'Etat transmettant les retours à l'assemblée générale.

Cette lettre se borne à annoncer l'envoi des retours. Il déclare seulement qu'il y a on certaines négligences de la part de quelques inspecteurs qui n'ont pas scellé séparément les retours des polls—ce qui pourrait occasionner quelque confusion dans le compte.

M. Howell essaie encore de présenter sa protestation, mais le point d'ordre de M. Trézevant est maintenu.

M. Trézevant demande qu'un comité de neuf soit nommé pour ouvrir, examiner et compter les retours et faire son rapport, en conséquence.

Sa motion est adoptée. Sont nommés à cet effet : les sénateurs Cordill, Simms, Baird, Minor, et les représentants Trézevant, Armstrong, Williamson, Wade, White.

M. Howell revient une troisième fois sur la lecture de sa protestation. Le sénateur Baird fait objection ; mais M. Cordill, du Sénat, et M. Trézevant, de la Chambre, demandent que l'on retire toute objection et lecture est faite de ce long document.

C'est une protestation emphatique, qui termine en demandant que l'on aille, comme on dit en anglais : "behind the returns."

Mis de côté pour moment, sauf à l'entendre de la motion d'y revenir plus tard.

M. Trezevant demande que l'on se serve du pupitre du commis pour faire le compte et que le comité se mette à l'œuvre.

M. Romain demande que l'on requière le secrétaire d'Etat d'envoyer toutes les listes des polls et tous les papiers relatifs aux aux élections pour qu'ils puissent servir à l'examen des comptes. M. Trezevant s'y oppose disant que les retours sont scellés et que l'on ne sait pas d'ailleurs ce qu'ils contiennent. Le président soutient l'objection. M. Romain en appelle, mais l'assemblée décide contre lui.

Pendant l'opération, MM. Trezevant et Cordill, comme chefs des Démocrates et MM. Howell et Romain comme chefs des républicains règlent les conditions du débat. Il est convenu que M. Minor présentera un rapport de minorité affirmant que les retours ne sont pas complets ni conformes aux exigences de la loi.

Voici dans quel ordre aura lieu la discussion :

M. Romain en faveur du rapport de la minorité et M. Wilkins contre.

M. Shotars pour et M. Baird contre.

M. Howell pour, et M. Fenner contre. La discussion finira là.

Elle a eu lieu, en effet. C'est M. Romain qui a parlé le plus longtemps. Il a insisté sur la nécessité de scruter les retours, plaidant ainsi la cause des républicains.

M. Baird, de Morehouse, lui a répondu.

On est allé ensuite aux voix sur la question de savoir si on irait "behind the returns."

Voici le vote de l'assemblée : contre, 86 ; pour, 48.

BULLETINS DES RETOURS.

M. Snyder a dépouillé 118,347, c'est-à-dire chiffre dépassant de 2,231 celui qui est accordé au gouverneur Foster.

M. Kleinpeter a dépouillé 86,847 votes.

Voici la majorité de Foster :

A deux heures, le comité a achevé son travail sur les retours relatifs au gouverneur et au lieutenant-gouverneur.

Voici les résultat d'après la face des retours : Foster, 116,216 votes ; Barr, 90,188. Majorité de Foster, 26,628.

M. D. C. O'Malley attaqué par Louis Claire à Baton Rouge.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Baton Rouge, 14 mai—Quelques minutes après sept heures ce matin, Louis Claire, propriétaire d'une maison mal famée de la rue Douane, à la Nouvelle-Orléans, beau-frère de Cooney, ancien gérant du théâtre Eden, et qui est sorti du bagne l'année dernière à la suite du pardon accordé par le gouverneur Foster, a attaqué M. Dominique C. O'Malley, directeur du "City Item." Un coup de feu a été tiré et M. O'Malley a été jeté deux fois à terre par Claire.

Il paraît que mercredi soir Claire s'était rendu dans une chambre occupée par M. O'Malley et d'autres personnes chambre qu'il prétendait avoir louée. Il y eut quelque discussion, mais ce fut tout.

Ce matin, M. O'Malley entrait dans le restaurant de l'hôtel du Capitole quand Claire arriva et lui fit des reproches, prétendant qu'il lui avait envoyé M. H. Garland jeune et que celui-ci l'avait accusé d'avoir pénétré dans la chambre dans l'intention de tuer M. O'Malley.

Le directeur du *Item* répondit que c'était un mensonge et Clairé le frappa aussitôt et le renversa sur le plancher ; puis il lui appliqua les plus viles épithètes et le frappa de nouveau à plusieurs reprises.

Finalement, il retira son pistolet de sa poche, et M. O'Malley déclara n'être pas armé.

Le docteur Brumby, un démocrate bien connu employé au "Land Office", pensant que l'homme jeté à terre n'était pas armé et que l'autre s'apprêtait à le tuer, mit son revolver en main et ordonna à Claire de relever son arme.

Celui-ci lui répondit que ce n'était pas son affaire, mais Brumby déclara qu'il interviendrait de toute façon et Claire jeta son pistolet dans la rue.

Claire dit ensuite qu'il ne voulait pas battre M. O'Malley pendant qu'il était à terre, et celui ci fut relevé, mais Claire le frappa et le renversa de nouveau. Son pistolet était tombé sur le trottoir et quelqu'un le poussa d'un coup de pied dans le ruisseau.

Claire lui dit de le reprendre et de se battre, mais les deux hommes furent séparés à ce moment. M. O'Malley offrit de rencontrer Claire avec deux témoins, mais ce dernier refusa.

Dans la bagarre un coup partit du pistolet de Claire, mais celui-ci dit que c'est par accident.

La version de M. O'Malley diffère entièrement de celle de Claire et des autres.

Il dit qu'il lisait une lettre dans le restaurant quand il fut frappé à la tête et jeté à terre. Plus tard, Claire, qui était ivre, causait tant de désordre dans les rues que le maire le fit arrêter.

Ce Claire est l'individu qui a été envoyé au bagne pour l'assassinat du Pat Mealey. Il dit qu'il était en fort bons termes avec le gouverneur Foster qui lui accorda le pardon.

Cette affaire a causé beaucoup de commentaires à la capitale.

Racontars de couloirs.

Dépêche spéciale à l'Abeille, 14 mai 1896—

Il paraît que M. Pickett, le trésorier, se sent profondément humilié d'avoir été battu aux élections. Il s'est vanté, dans son rapport, d'avoir été réélu par la population blanche. On a cru un moment qu'il ne quitterait pas volontairement son poste. C'est une idée ridicule. M. Pickett a pu, dans un moment d'excitation, laisser échapper quelques propos assez vifs ; mais il laissera très paisiblement son successeur Fournet prendre sa place.

On sait que les nouveaux élus ne doivent occuper leur poste ni recevoir leur commission que 30 jours après leur élection. L'élection ayant eu lieu le 21 avril, ils ne peuvent entrer en fonctions que le 21 courant.

A partir de cette époque M. Fournet a 10 jours pour fournir sa caution qui est de $50,000, bien qu'il ne touche qu'un salaire de $2,000. M. Fournet présentera ses cautions et c'est le Sénat qui a charge de les admettre ou de les refuser.

—Vent on savoir les chiffres des majorités obtenues par les différents fonctionnaires d'Etat ? ils sont assez curieux.

Secrétaire d'Etat—M. J. T. Michel, 118,806, contre M. McFarland, 88,144.

Trésorier—M. Fournet, 118,671, contre le Capt. Pickett, 87,090.

Auditeur—M. Heard, 118,999, contre M. Kernochan, 88,098.

Avocat général — M. Cunningham, 118,202 contre M. Suthon, 87,211.

Surintendant de l'éducation—M. Calhoun, 118,525 contre M. Cook, 87,252.

On voit que le vote pour l'Etat a été très fort et plus régié qu'on ne le pensait. Décidément on a légèrement calomnié le corps électoral et les commissaires d'élection.

—Un incident assez étrange et qui donne une idée assez juste du trouble qui règne depuis quelque temps dans les esprits. Lors de l'entrée de M. Pharr à Baton Rouge, il était accompagné de M. Doherty assis à côté de lui dans la même voiture. Or M. Doherty est le président du comité démocrate de la paroisse East Baton Rouge. Il y avait là de quoi étonner bien des gens. C'est que le comité démocrate de Baton Rouge est fort désorganisé depuis assez longtemps ; c'est que M. Doherty était devenu un démocrate fort douteux ; il avait même passé récemment, avec armes et bagage, dans le camp Pharr ; mais il ne s'était pas donné la peine d'envoyer sa démission de président du comité démocrate. C'est, véritablement, en prendre un peu trop à son aise.

—On parlait beaucoup, aujourd'hui, dans les cercles officiels, d'une réunion qui avait eu lieu chez le Gouverneur Foster et où l'on avait discuté la question d'une convention constitutionnelle. Tous les assistants, paraît-il, convenaient à la nécessité d'une convention. C'était le seul moyen de rassurer les esprits et de rappeler la confiance et l'harmonie dans le parti démocrate.

Les républicains sont nombreux à Baton Rouge. On y voit la fine fleur de la coalition populiste-républicaine régulière et républicaine blanche ; MM. Henry et Richard McCall, Taylor Beattre, J. P. Kocke et beaucoup d'autres. Ces messieurs prennent du bon côté leur défaite.

Ils admettent franchement qu'ils ont été battus. Aujourd'hui qu'on connait le résultat du scrutin, non seulement pour le gouverneur et le lieutenant-gouverneur, mais pour les autres fonctionnaires d'Etat, il est évident que l'on est allé aux polls avec un certain enthousiasme et avec le désir de réduire le républicanisme au silence.

Chose assez singulière, ceux qui étaient des ennemis si acharnés de la réforme du scrutin qu'ils ont déterminé l'abandon des amendements, ils sont les premiers à réclamer cette réforme. Ils voudraient même qu'avant la convocation de la convention constitutionnelle, on adoptât une loi sur les élections.

Sans quoi, disent-ils, la convention serait entachée du vice de la fraude que l'on veut extirper. Pas mal parler pour des républicains, ou soi-disant tels ; mais pourquoi ont-ils fait une si terrible guerre aux amendements proposés à la constitution ?

L'affaire serait baclée à l'heure qu'il est. On aurait dû procéder à la réforme, durant la session qui vient de commencer. Il est trop tard maintenant.

NOUVELLES AMERICAINES.

Monnaies Internationales.

Presse Associée.

Washington, 14 mai—La commission des poids et mesures de la Chambre des Représentants a décidé à l'unanimité, aujourd'hui, d'autoriser un rapport favorable sur la résolution présentée par M. C. W. Stone, de la Pennsylvanie, dont le but est de prendre les mesures préliminaires pour l'adoption de monnaies internationales.

Par cette résolution le président serait requis d'inviter les autres gouvernements à exprimer leur opinion sur l'opportunité et la possibilité d'adopter des monnaies internationales ayant cours dans toutes les parties du monde les acceptant à une valeur uniforme et comme spécialement affectées au reglement des factures.

Si les opinions émises par les autres nations sont telles, que le président, dans son jugement, juge désirable la convocation d'une conférence, il serait autorisé à la convoquer, au moment et au lieu qu'il désignerait, pour prendre la question en considération et préparer un plan pour la frappe de ces monnaies, d'or ou d'argent, ou des deux.

Le président serait en même temps autorisé à nommer trois représentants soumis à la sanction du sénat.

Terrible ouragan dans le Wisconsin.

Presse Associée.

St-Paul, Minnesota, 14 mai—Des avis reçus ce matin à St-Paul indiquent que des propriétés d'une valeur d'environ $100,000 ont été détruites par un formidable ouragan dans la partie ouest du Wisconsin. Des trombes ont passé sur Colfax et sur Bloomer et ont causé de grands dommages. Au moins vingt ponts ont été emportés dans cette contrée.

Plusieurs éboulements se sont produits sur des voies de chemin de fer, et il y a en deux glissements de terrain. Un train de marchandises est bloqué entre deux éboulements de la voie. Une équipe est au travail à Colfax, mais la pluie battante rend inutiles les efforts des ouvriers.

Dans la soirée un train spécial est parti d'Eau Claire pour Colfax, mais il n'a pu arriver à destination.

Des rapports de diverses places au sud de Chippewa Falls annoncent que l'ouragan est le plus terrible qu'on ait jamais vu.

Aucune information définitive au sujet de l'étendue des pertes n'a pu être obtenue jusqu'à présent.

Il est tombé près de deux pouces d'eau à St-Paul.

De retour de Cuba.

Presse Associée.

New York, 14 mai—Le vapeur Seguranca, de la ligne Ward, commandé par le capitaine Hoffman, est arrivé aujourd'hui à New York des ports du Mexique et de la Havane avec cinquante trois passagers de cabine.

Dix-huit passagers ont produit des certificats d'acclimatation délivrés par le docteur Burgess, médecin-inspecteur des Etats Unis à la Havane. Ils ont été conduits à l'île Hoffmann où ils resteront jusqu'à demain.

Parmi ces personnes se trouvaient MM. Creelman, Lawrence et Riggle, correspondants de journaux de New York, qui ont dû quitter Cuba par ordre du capitaine général Weyler. Ces messieurs désiraient vivement se rendre à New York par le steamer, mais le fonctionnaire du service sanitaire ne leur en a pas donné la permission.

Ils seront libérés demain à quatre heures de l'après-midi.